

**PROCES-VERBAL DE LA REUNION DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE
DU 12 JUIN 2024 A 14 h 00**

M. Marc BRIDOUX, Président de la Communauté de Communes du Ternois, souhaite la bienvenue aux Membres présents et remercie M. Dominique COQUET Maire de Conchy sur Canche, pour la mise à disposition de la salle de la scierie.

Tous les membres en exercice sont présents à l'exception de : M. André OLIVIER d'Anvin, M. François COUVREUR d'Aumerval, M. Christopher BEHARELLE de Bergueneuse, M. Xavier COLIN de Blangerval-Blangermont, M. Marc VAMBERGUE de Boyaval, M. Cédric DEMOULIN de Brias, M. Marcel PRIN d'Equirre, M. Cédric LECLERCQ d'Erin, M. Gilles SAIMPOL de Floringhem, M. Alain TRANNIN de Fontaine l'Étalon, M. Jean-François THERET, M. Patrick DELEU, M. Franck MAAS et Mme Mélanie DEMAZURE de Frévent, Mme Annabelle PRUVOST de Gauchin-Verloingt, M. Mickaël POILLION de Héricourt, M. Philippe DUCATEL d'Hestrus, M. Sébastien BOCQUILLON de Humières, Mme Jacqueline DEWARUMETZ de Le Ponchel, M. Jean-Marie CRETEL de Ligny Saint Flochel, M. Willy GALLET de Lisbourg, M. Bernard HELLEBOID de Marest, Mme Julie HERTAULT de Moncheaux les Frévent, M. Benoit HOGUET de Monchy Cayeux, M. François DELEAU de Monts en Ternois, Mme Angélique TAVERNIER de Nédon, M. Jérôme JOSSIEN de Pernes en Artois, Mme Pauline BOETE de Sains les Pernes, M. Bruno GUILBERT et M. Maurice LOUF de Saint-Pol sur-Ternoise, M. Guillaume GAY de Ternas.

EN EXERCICE : 133 PRESENTS : 89 POUVOIRS : 13 VOTANTS : 102

Le quorum est atteint.

Mme Ingrid GAILLARD, Maire de Flers est désignée en qualité de secrétaire de séance.

APPROBATION DU PROCES-VERBAL DE LA SEANCE DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE DU 09 AVRIL 2024

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des Membres le procès-verbal de la séance du conseil communautaire du 09 avril 2024.

Les Membres approuvent à l'unanimité ce procès-verbal.

MOTION RELATIVE A L'ACCES AUX SOINS DANS LE TERNOIS

M. BRIDOUX soumet à l'approbation des membres une motion relative à l'accès aux soins dans le Ternois.

Motion déposée au nom des élus communautaires -TernoisCom- désertification médicale

Les services hospitaliers du Ternois sont localisés sur le périmètre de la Communauté de Communes regroupant 103 communes et près de 40 000 habitants. La médecine de ville y est en perte de vitesse alors même que d'importants investissements publics ont été consentis par la Communauté de communes.

Les communes rurales éprouvent des difficultés à attirer des professionnels de santé dans leurs maisons de santé, malgré les offres très attractives mises en place en ZRR.

Aujourd'hui, un quart des habitants du territoire n'a plus de médecin. Parmi ces 10 000 personnes, 40% nécessitent un suivi au moins trimestriel de pathologies chroniques. Cette situation critique n'est acceptée par personne, ni par les équipes du Centre Hospitalier du Ternois et du Groupement Hospitalier Artois Ternois, dont l'établissement support se situe à Arras, ni par les élus locaux qui se retrouvent contraints, sans moyens dédiés, à pallier l'incapacité des services de l'Etat à régler la question, ni par les médecins rattachés à la Polyclinique.

Le développement de la télémedecine illustre également la grande disparité de services médicaux proposés entre les territoires et une forte désertification médicale subies par les territoires ruraux par rapport aux territoires urbains et métropolitains : dans ces derniers territoires, les médecins sont disponibles pour exercer des consultations en Visio.

Des médecins supplémentaires sur les territoires en carence permettraient de désengorger les hôpitaux qui sont devenus la nouvelle médecine de proximité, faute de médecin présent. Souvent accusé d'emboliser les urgences, le recours inapproprié à ces services hospitaliers est une réalité.

C'est la raison pour laquelle le Conseil communautaire du Ternois, ainsi que les Maires de TernoisCom, ont décidé d'interpeller l'Etat pour qu'il légifère sur l'installation de médecins dans les zones sous-denses, afin de réorganiser plus équitablement l'accès aux soins de santé.

Nous, conseillers communautaires faisant le constat selon lequel les écarts en matière d'accès aux médecins ont tendance à s'aggraver, à s'intensifier au détriment du monde rural.

Considérant que l'existence des déserts médicaux pose la question de l'égalité dans l'accès aux soins et de santé publique ;

Considérant que la lutte contre les déserts médicaux est une **urgence absolue** ;

Considérant que le monde rural est en 1^{ère} ligne face à la désertification médicale ;

Considérant que l'évolution des effectifs de professionnels de santé sur le territoire de TernoisCom ne peut plus proposer, à l'heure actuelle, un accès aux soins de qualité aux habitants du territoire ;

Considérant que la Communauté de communes a consacré des moyens importants à la hauteur des enjeux liés à la santé de ses habitants ;

Considérant que la Communauté de communes a déployé des efforts humains et financiers sur son territoire pour se montrer attractive auprès des professionnels de santé ;

Considérant que malgré la mobilisation continue de la Communauté de communes du Ternois, depuis des années, aucune politique publique n'a véritablement réussi à apporter de réponse durable à la désertification médicale ;

Considérant que les moyens mis à disposition par l'Etat ne présentent aucun résultat probant ;

Considérant que le plan santé 2022 n'apporte pas plus de garanties, malgré la fin du numérus clausus ;

Considérant qu'aucune garantie n'est donnée à la Communauté de communes sur l'installation de médecins sur son territoire, de manière équilibrée et juste, au regard des difficultés rencontrées ;

Considérant que l'accès aux soins de tous les citoyens relève des missions régaliennes de l'Etat ;

Considérant qu'il convient pour l'Etat d'apporter **sans attendre** les réponses les plus opérationnelles ;

Considérant « qu'à chaque fois que les déserts médicaux avancent, c'est toute la République qui recule ».

Le Conseil communautaire, en sa séance du 12 juin 2024 demande à l'Etat :

- de mettre en place au plus vite des mesures de régulation en matière d'installation de médecins sur les territoires essentiellement ruraux ;
- d'assumer la responsabilité qui est la sienne, de trouver des solutions à ce problème urgent qui entretient un sentiment d'exclusion fortement ressenti sur le territoire de la Communauté de communes du Ternois.

M. le Président demande au Conseil communautaire d'approuver cette motion présentée et indique qu'elle sera transmise aux différentes structures concernées et professionnels de santé ainsi qu'à l'ensemble des candidats qui se présentent aux élections législatives au sein de la circonscription.

Le Conseil Communautaire approuve cette motion à l'unanimité.

M. Michel DUVAL, Délégué communautaire d'Auxi le Château propose de réexaminer les conditions de location des locaux occupés par les différents professionnels de santé au sein des Maisons de Santé de la collectivité, au vu des récentes pratiques mises en place par ces professionnels (déconventionnements, tarifs prohibitifs des visites, etc...).

M. BRIDOUX partage cette analyse et remercie M. DUVAL pour son intervention.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADOPTION DU REGLEMENT DE LA COMMANDE PUBLIQUE

A la demande du Président, M. Olivier ROGEE, Responsable du Pôle Ressources présente le projet de délibération et le contexte de son élaboration.

Vu ensemble les articles L.1414-1 à L.1414-4, L.2122-22, L.2122-23 et L.5211-1 du Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code de la commande publique et notamment l'article L.3 ;

Vu la délibération n°16 du 15 juillet 2020 portant délégation du Conseil communautaire au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et prendre toute décision concernant leurs avenants lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

M. ROGEE précise que la Communauté de communes du Ternois est libre de définir ses propres règles pour les marchés à procédure adaptée et les achats de faible montant, dans le respect des principes fondamentaux de la Commande publique ;

Considérant qu'il convient pour la Communauté de communes de définir les règles permettant de garantir la bonne utilisation des deniers publics, de sécuriser ses achats et d'homogénéiser les pratiques ;

Considérant que la Communauté de communes a élaboré son guide interne de la commande publique transmis aux membres du conseil communautaire.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent les seuils et les nouvelles modalités de passation des marchés à procédure adaptée ;
- adoptent le guide interne de la commande publique tel que présenté ;
- autorisent le Président à mettre en œuvre le nouveau guide des procédures internes des marchés publics, conformément aux seuils définis pour les marchés à procédure adaptée et les achats de faible montant.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ADOPTION DU REGLEMENT D'ATTRIBUTION ET DE GESTION DES FONDS DE CONCOURS

M. Olivier RIGOT, Vice-Président en charge des Coopérations et Mutualisations présente le projet de délibération.

Il rappelle aux membres du Conseil Communautaire que les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI) sont régis par un principe de spécialité fonctionnelle qui leur interdit d'intervenir au-delà du périmètre de leurs compétences.

Par dérogation, le Code Général des Collectivités Territoriales prévoit qu'afin de financer la réalisation d'investissements, des fonds de concours peuvent être versés par l'EPCI, à fiscalité propre, à ses communes membres.

Vu l'article L.5214-16 V du Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la délibération en date du 8 Décembre 2021 par laquelle le Conseil communautaire a validé le principe de la mise en œuvre des fonds de concours à destination de ses communes membres ;

Considérant qu'une enveloppe financière de 350 000 € est inscrite, chaque année, au budget ;

Considérant que la politique des fonds de concours contribue à accompagner les communes dans leurs projets d'investissement ;

Vu les propositions de modifications du règlement des fonds de concours formulées par la commission des fonds de

concours réunie le 22 avril 2024 ;

Vu l'avis favorable des membres du bureau en sa séance du 23 avril 2024 ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent et valident les termes du règlement des fonds de concours, transmis à l'ensemble des conseillers communautaires.
- autorisent le Président à signer tout document nécessaire à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR L'ATTRIBUTION DE FONDS DE CONCOURS AUX COMMUNES AU TITRE DE L'EXERCICE 2024

M. Olivier RIGOT présente le projet de délibération portant sur les fonds de concours au titre de l'exercice 2024.

Vu l'article L.5214-16-V du Code général des collectivités territoriales ;

Vu la délibération en date du 8 décembre 2021 portant création d'un fonds de concours aux communes membres de la Communauté de communes du Ternois ;

Vu ensemble les délibérations en date des 8 décembre 2021, 13 décembre 2022 et 12 juin 2024 approuvant le règlement d'attribution des fonds de concours et le modèle de convention transmis à l'ensemble des conseillers communautaires ;

Vu les modalités d'attribution des fonds de concours ;

Vu le règlement d'attribution des fonds de concours en date du 12 juin 2024 ;

Vu l'enveloppe dédiée aux fonds de concours inscrite, chaque année, lors du vote du budget pour un montant maximal de 350 000 € destinée à soutenir les projets d'investissement des communes membres ;

Vu les délibérations des communes concernées ;

Vu les projets des communes concernées, les demandes sollicitant un fonds de concours pour les opérations ;

Vu les pièces justificatives produites ;

Vu les plans de financement prévisionnel des opérations ;

Vu l'avis favorable des membres de la commission fonds de concours et du bureau en leurs séances respectives des 22 et 23 avril 2024 ;

Vu le nombre de dossiers reçus par les communes membres ;

Vu les demandes formulées par les communes reprises au tableau transmis à l'ensemble des conseillers communautaires ;

Considérant que le versement des fonds de concours fait l'objet d'une convention conclue entre la Communauté de Communes du Ternois et la commune bénéficiaire ;

Considérant que les élus des communes concernées n'ont pas pris part au vote ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire :

- autorisent l'attribution des fonds de concours aux communes tels que repris au tableau, au titre des opérations projetées et présentées ;
- autorisent le Président à signer toutes les pièces nécessaires à la réalisation des opérations et notamment les conventions fixant les modalités de versement des fonds de concours aux communes concernées.

DELIBERATION PORTANT ADOPTION DU TABLEAU DES EFFECTIFS DES EMPLOIS PERMANENTS DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS

M. Olivier ROGEE rappelle qu'en application des dispositions de l'article L.313-1 du Code général de la fonction publique, les emplois de chaque collectivité ou établissement public sont créés par l'assemblée délibérante qui détermine ainsi l'effectif des emplois à temps complet et temps non complet nécessaires au fonctionnement des services.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu les décrets portant statuts particuliers des cadres d'emplois et organisant les grades s'y rapportant, pris en application des articles L.411-1 à L.411-6, L.415-1 et L.415-3 du Code général de la fonction publique ;

Vu les délibérations antérieures pour la création, la suppression et modifications de postes et modifiant le tableau des effectifs ;

Considérant la nécessité de créer des postes pour le bon fonctionnement des services ;

Considérant que le Conseil Communautaire adopte tout au long de l'année des délibérations de création, modification ou suppression d'emplois qui modifient le tableau des effectifs des emplois permanents ;

Considérant qu'il incombe à la Communauté de Communes du Ternois d'actualiser le tableau des effectifs ;

Vu l'inscription des crédits au budget principal et au budget annexe collecte correspondant aux emplois créés ;

Vu l'avis des membres du bureau en sa séance du 28 mai 2024 ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial du 25 avril 2024 ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- adoptent et actualisent le tableau des effectifs des emplois permanents de la Communauté de Communes du Ternois à effet du 1^{er} juin 2024 ;
- chargent le Président de prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS

M. Olivier ROGEE présente les modifications proposées au tableau des effectifs.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le décret n°2006-1690 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints administratifs territoriaux ;

Vu le décret n°2006-1691 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints techniques territoriaux ;

Vu le décret n°2006-1693 du 22 décembre 2006 portant statut particulier du cadre d'emplois des adjoints territoriaux d'animation ;

Vu le décret n° 2012-924 du 30 juillet 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des rédacteurs territoriaux ;

Vu le décret n° 2012-437 du 29 mars 2012 portant statut particulier du cadre d'emplois des assistants territoriaux d'enseignement artistique ;

Compte-tenu des besoins des services de la Collectivité,

Considérant que les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant et qu'il appartient au conseil communautaire de fixer l'effectif des emplois à temps complet et non complet nécessaires au fonctionnement des services,

Vu l'avis des membres du bureau ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 mai 2024 ;

Vu les crédits inscrits au budget ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

1/ modifient le tableau des emplois et des effectifs comme suit :

Pôle Ressources

- ⇒ Création de deux emplois d'agents administratifs en charge de tâches administratives inhérentes au secrétariat de mairie, à temps complet, 35h/semaine, grade d'adjoint administratif principal de 2^{ème} classe ou grade d'adjoint administratif principal de 1^{ère} classe (catégorie C - filière administrative)
- ⇒ Modification de la quotité de travail d'un emploi d'agent administratif en charge de tâches administratives inhérentes au secrétariat, grade de rédacteur, (catégorie B - filière administrative), à temps complet => temps non complet 32/35^{ème}

Pôle technique et infrastructures

- ⇒ Création d'un emploi d'agent polyvalent des espaces verts, à temps complet, 35h/semaine, grade d'adjoint technique (catégorie C - filière technique)

Pôle culture et loisirs

- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de professeur de formation musicale à temps non complet, 3/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe => temps non complet 4/20^{ème}
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de professeur de formation musicale à temps non complet, 12/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe => temps non complet 16/20^{ème}
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de professeur de trompette à temps non complet, 4/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe => temps non complet 6/20^{ème}
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de professeur de formation musicale à temps non complet, 3/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe => temps non complet 4/20^{ème}
- ⇒ Modification du volume horaire d'un emploi de professeur de cor d'harmonie à temps non complet, 5/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe => temps non complet 6/20^{ème}
- ⇒ Création d'un emploi de professeur de formation musicale à temps non complet, 10/20^{ème}, grade d'assistant d'enseignement artistique principal de 2^{ème} classe

Pôle communication et numérique

- ⇒ Création d'un emploi d'animateur des Espaces Publics Numériques, à temps complet, 35h/semaine, grade d'adjoint d'animation (catégorie C – filière animation)

2/ chargent le Président à recruter les agents qui seront affectés à ces emplois, à mettre en œuvre la procédure nécessaire aux recrutements et à signer toutes les pièces et documents s'y rapportant.

3/ autorisent le Président à prendre toutes les mesures nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

Les emplois ci-dessus sont en priorité pourvus par un agent fonctionnaire et seront susceptibles d'être pourvus par un agent contractuel en application des dispositions de l'article L332-8 du Code Général de la Fonction Publique qui autorise le recrutement d'un agent contractuel (toute catégorie) lorsque la nature des fonctions ou les besoins des services le justifient et sous réserve qu'aucun fonctionnaire n'ait pu être recruté dans les conditions prévues par le présent code.

L'agent sera ainsi recruté par contrat à durée déterminée d'une durée maximale de trois ans. Ces contrats sont renouvelables par reconduction expresse, dans la limite d'une durée maximale de six ans.

Si, à l'issue de cette durée, ces contrats sont reconduits, ils ne peuvent l'être que par décision expresse et pour une durée indéterminée.

Le niveau de rémunération de l'agent contractuel sera défini sur la base de la grille indiciaire de la fonction publique territoriale correspondant au grade de recrutement.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MISE EN PLACE DE LA PRIME INDIVIDUELLE DE POUVOIR D'ACHAT EXCEPTIONNELLE FORFAITAIRE

Le Président indique que le décret du 31 octobre 2023 susvisé prévoit la possibilité, en application du principe de parité et de libre administration des collectivités territoriales, pour les organes délibérants des collectivités territoriales et de leurs établissements publics d'instituer une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle forfaitaire aux agents publics territoriaux dont la rémunération brute annuelle entre le 1^{er} juillet 2022 et le 30 juin 2023 n'excède pas 39 000€, primes incluses. La garantie individuelle de pouvoir d'achat (GIPA) et les heures supplémentaires défiscalisées ne sont pas prises en compte.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique et notamment ses articles L.4, L.712-13 et L.713.2 ;

Vu la loi n° 2022-1158 du 16 août 2022 portant mesures d'urgence pour la protection du pouvoir d'achat, notamment son article 1^{er} ;

Vu le décret n°2023-1006 du 31 octobre 2023 portant création d'une prime de pouvoir d'achat exceptionnelle pour certains agents publics de la fonction publique territoriale ;

Vu l'avis favorable des membres du bureau, en sa séance du 7 mai 2024 ;

Vu l'avis du comité social territorial en sa séance du 29 mai 2024 ;

Vu les crédits inscrits au budget 2024 ;

Le Président précise que la prime exceptionnelle de pouvoir d'achat est cumuleable avec toutes autres indemnités (ex : RIFSEEP, ...). Elle a pour objectif de soutenir le pouvoir d'achat des agents publics les moins bien rémunérés.

Pour bénéficier de la prime, les agents publics concernés doivent remplir les **conditions cumulatives suivantes** :

- Avoir été nommés ou recrutés par un employeur public à une date d'effet antérieure au 1^{er} janvier 2023 ;
- Être employés et rémunérés par un employeur public au 30 juin 2023 ;
- Avoir perçu une rémunération brute inférieure ou égale à 39 000€ au titre de la période courant du 1^{er} juillet 2022 au 30 juin 2023

L'organe délibérant détermine le montant de la prime dans la limite des plafonds réglementaires (art 5-I du décret n° 2023-1006).

Le montant de la prime est réduit à proportion de la quotité de travail et de la durée d'emploi sur la période de référence.

Il est proposé de fixer les montants associés à chaque tranche dans la limite des plafonds réglementaires comme suit :

Rémunération brute perçue au titre de la période courant du 1er juillet 2022 au 30 juin 2023	Montant maximum de la prime pouvoir d'achat exceptionnelle	Montant de la prime pouvoir d'achat exceptionnelle proposé au vote
Inférieure ou égale à 23 700€	800 €	600 €
Supérieure à 23 700€ et inférieure ou égale à 27 300€	700 €	520 €
Supérieure à 27 300€ et inférieure ou égale à 29 160€	600 €	450 €
Supérieure à 29 160€ et inférieure ou égale à 30 840€	500 €	350 €
Supérieure à 30 840€ et inférieure ou égale à 32 280€	400 €	300 €
Supérieure à 32 280€ et inférieure ou égale à 33 600€	350 €	250 €
Supérieure à 33 600€ et inférieure ou égale à 39 000€	300 €	220 €

Le Président précise que cette prime concerne 223 agents sur 270. Le Président demande au Conseil Communautaire d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle telle que présentée.

M. Alain BERTHE, Délégué Communautaire de Roëllecourt demande si cette mesure s'applique aux secrétaires de mairie recrutés directement par les communes.

Le Président lui répond par l'affirmative. Dans ce cas, la décision incombe à la commune dont relève la ou le secrétaire de mairie. La décision doit intervenir avant le 30 juin 2024.

M. Denis DEQUIDT, Délégué Communautaire de Ramecourt se demande à qui incombe la charge de la prime versée. M. BRIDOUX indique que la dépense incombe à la Communauté de Communes avec remboursement par la commune qui emploie la ou le secrétaire de mairie

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, décident à l'unanimité :

- d'instaurer la prime de pouvoir d'achat exceptionnelle selon les modalités et conditions présentées, au bénéfice des agents publics territoriaux de la Communauté de communes du Ternois concernés par ce dispositif (fonctionnaires territoriaux et agents contractuels de droit public) ;
- de déterminer et fixer les montants associés à chaque tranche, conformément au tableau ci-dessus ;
- de procéder au versement de ladite prime en une seule fois ;
- d'autoriser le Président à notifier, par voie d'arrêté individuel, à chaque agent concerné le montant de la prime ;
- d'autoriser le Président à signer tous documents nécessaires à l'exécution de la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LES AMENAGEMENTS A L'ORGANISATION DU TEMPS DE TRAVAIL

M. BRIDOUX présente le projet de délibération.

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu la loi n° 2019- 828 du 6 août 2019 portant transformation de la fonction publique notamment son article 47 ;

Vu le décret n° 85-1250 du 26 novembre 1985 modifié relatif aux congés annuels ;

Vu le décret n° 88-145 du 15 février 1988 pris pour l'application de l'article 136 de la loi du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et relatif aux agents contractuels de la fonction publique territoriale ;

Vu le décret n° 2000-815 du 25 août 2000 relatif à l'aménagement et à la réduction du temps de travail dans la fonction publique de l'Etat ;

Vu le décret n° 2001- 623 du 12 juillet 2001 pris pour l'application de l'article 7-1 de la loi n° 84-53 du 26 janvier 84 et relatif à l'aménagement et la réduction du temps de travail dans la fonction publique territoriale ;

Vu la délibération n° 16 du 13 décembre 2022 portant organisation du temps de travail au sein de la Communauté de communes du Ternois ;

Vu l'avis favorable des membres du comité social territorial réunis en séance le 25 avril 2024 ;

Vu l'avis des membres du bureau, en sa séance du 07 mai 2024 ;

Considérant que les collectivités et établissements publics peuvent définir librement les modalités concrètes d'accomplissement du temps de travail, dans le respect de la durée annuelle légale, soit 1 607 heures par an, pour un agent travaillant à temps complet et des prescriptions minimales du temps de travail ;

Depuis le 1er janvier 2023, de nouvelles modalités d'organisation du temps de travail ont été instaurées et fixées par voie de délibération susvisée.

Compte tenu de la nécessité de préserver la continuité du service public auprès des usagers, il paraît judicieux et nécessaire de faire évoluer les règles de gestion du temps de travail.

Aussi, il est proposé d'arrêter des aménagements à l'organisation du temps de travail, pour les agents soumis au *cycle de travail standard* exerçant des fonctions essentiellement administratives, selon les modalités suivantes :

- **les plages variables :**
 - 08h30- 9h00 (en lieu et place de 7h30-9h00)
 - 12h00-14h00 (avec pause méridienne obligatoire de 45 mn minimum)
 - 17h00- 17h30 (en lieu et place 17h00-18h30)

Les plages fixes restent inchangées.

- S'agissant du *cycle de travail des agents annualisés et celui des agents relevant de plannings de fonctionnement des structures*, la délibération du 13 décembre 2022 continue à s'appliquer.
- S'agissant du *cycle de travail pour les personnels chargés de l'accueil au siège*, les horaires d'ouverture au public demeurent inchangés, soit 8h30-12h00 et 14h00-17h30.

Compte tenu de la spécificité des missions dévolues au personnel chargé de l'accueil, les horaires variables sont fixés comme suit :

- 8h15 à 8h30
- 12h00-14h00 (avec pause méridienne obligatoire de 45 mn minimum)
- 17h30-17h45

permettant ainsi de maintenir un accueil au public de qualité.

- S'agissant du *cycle de travail pour les personnels assurant un accueil au sein des agences*, les horaires d'ouverture au public restent inchangés, soit 8h30-12h00 et 13h30-17h00.

Les plages variables sont fixées comme suit :

- 8h15 à 8h30
- 12h00-13h30 (avec pause méridienne obligatoire de 45 mn minimum)
- 17h00-17h15

▪ **Télétravail, RTT et débit-crédit**

Au nom du principe de la continuité des services, il n'est plus possible de cumuler, au titre de la même semaine :

- une journée de RTT avec une journée de télétravail,
- le télétravail avec le dispositif débit crédit instauré

sauf autorisation exceptionnelle du supérieur hiérarchique dûment justifiée.

Les autres dispositions de la délibération du 13 décembre 2022 demeurent inchangées.

En effet, les aménagements proposés ne remettent pas en cause, au sein du cycle de travail, les plages fixes, la durée hebdomadaire de travail fixée à 36 heures pour un agent à temps complet, les 6 jours d'aménagement et de réduction du temps de travail (ARTT) dont 3 jours collectifs définis en début d'année selon le calendrier annuel pour un agent à temps complet, le cycle de travail basé en moyenne sur 7h12 par jour et la possibilité pour un agent, en accord avec son responsable de service et sous réserve des nécessités de service, d'aménager son temps de travail sur 5 jours, 4 jours et demi voire 4 jours.

M. Dominique RIMBAULT, Délégué Communautaire de Villers L'Hôpital demande si les temps de formation des secrétaires de mairie sont repris dans la durée hebdomadaire de leur temps de travail, à l'instar des jours de réunions, des concours et des préparations aux concours. Il déplore que depuis le 1^{er} janvier, de nombreuses permanences n'ont pu se tenir pour ces différents motifs.

M. BRIDOUX lui indique que les jours de formation sont nécessaires pour permettre aux secrétaires de mairie d'évoluer professionnellement.

Le Président demande au Conseil Communautaire d'approuver les évolutions présentées, dans l'intérêt du service.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent les évolutions telles que proposées, dans l'intérêt du service ;
- adoptent les propositions d'aménagements liés à l'organisation du temps de travail telles que présentées ci-dessus ;
- autorisent le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LE RECRUTEMENT D'AGENTS EN CONTRAT D'ENGAGEMENT EDUCATIF (CEE) DANS LE CADRE DES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS (ACM)

Mme Ingrid GAILLARD, Vice-Présidente en charge de l'Enfance, la Jeunesse, la Parentalité et les Loisirs présente le projet de délibération.

Elle expose aux membres du Conseil Communautaire que la Communauté de Communes du Ternois organise des Accueils Collectifs de Mineurs (ACM) pendant les périodes des vacances scolaires. Actuellement, les animateurs stagiaires ou titulaires du BAFA sont recrutés, sous contrat de droit public à durée déterminée, pour répondre à l'accroissement saisonnier d'activités.

Compte tenu des modalités de fonctionnement des accueils collectifs de mineurs du territoire (accueil d'enfants de 8h à 18h30 sur cinq jours consécutifs) et des amplitudes horaires, le contrat d'engagement éducatif (CEE) de droit privé paraît mieux adapté à la situation.

En effet, l'article L.432-1 du Code de l'action sociale et des familles (CASF) dispose que « la participation occasionnelle [...] d'une personne physique à des fonctions d'animation ou de direction d'un accueil collectif de mineurs à caractère éducatif organisé à l'occasion de vacances scolaires, de congés professionnels ou de loisirs, [...] est qualifiée d'engagement éducatif ».

Sur ce fondement, les collectivités territoriales et leurs établissements publics peuvent recruter une personne physique, sous contrat d'engagement éducatif, pour exercer des fonctions de direction ou d'animation au sein des accueils collectifs de mineurs agréés dont ils ont la responsabilité.

Toutefois, les fonctions occupées par les agents recrutés sous CEE ne constituent pas un emploi permanent.

Si les conditions d'accès au CEE sont identiques à celles exigées pour un contrat de droit public (ex : aptitude physique), l'emploi occupé présente néanmoins des particularités qui exigent le respect de conditions spécifiques (diplômes, FIJAIS...), à l'exercice des activités concernées.

Par ailleurs, outre les éléments obligatoires mentionnés à l'article D. 773-2-4 du code du travail, le CEE bénéficie de mesures dérogatoires au droit du travail (temps de travail, durée légale, repos du salarié et rémunération), permettant de tenir compte des besoins spécifiques de l'activité (article L.432-2 du CASF).

L'agent ainsi recruté est affecté à des fonctions d'animation et d'encadrement durant un temps spécifique. La durée de l'engagement ne peut être supérieure à 80 jours de travail sur une période de douze mois consécutifs. La totalité des heures de travail accomplies au titre du contrat d'engagement éducatif et de tout autre contrat ne peut, quant à elle, excéder quarante-huit heures par semaine, calculées en moyenne sur une période de six mois consécutifs. (Article L.432-4 du CASF).

Le CEE présente donc davantage de souplesse pour le recrutement d'animateurs et de directeurs d'accueils collectifs de mineurs. Ce contrat permet de s'adapter aux flux d'inscriptions et aux conditions de travail spécifiques liées à l'encadrement de mineurs.

Vu le Code Général de la Fonction Publique ;

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu le Code du Travail ;

Vu le Code de l'Action Sociale et des Familles et notamment les articles D432-1 et suivants ;

Vu la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif ;

Vu le décret n° 2006-950 du 28 juillet 2006 relatif à l'engagement éducatif pris pour l'application de la loi n° 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif ;

Vu le décret n°2012-581 du 26 avril 2012 relatif aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur des titulaires d'un contrat d'engagement éducatif ;

Vu la circulaire n° DJEPVA/ DJEPVAA3/ DGT/ 2012/230 du 11 juin 2012 relative aux conditions de mise en œuvre du repos compensateur équivalent au repos quotidien pour les titulaires d'un CEE ;

Vu l'avis des membres du bureau ;

Vu l'avis du Comité Social Territorial en date du 29 mai 2024 ;

Vu les crédits inscrits au budget ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- acceptent le recours au contrat d'engagement éducatif à compter du 1^{er} juillet 2024 ;
- décident de créer des emplois non permanents destinés au recrutement des encadrants des Accueils Collectifs de Mineurs par la Communauté de Communes du Ternois, sous la forme de Contrat d'Engagement Educatif, en fonction des taux d'encadrement nécessaires pour répondre aux inscriptions, soit :
 - 150 postes pour les ACM de juillet
 - 100 postes pour les ACM d'août
 - 60 postes pour les ACM des vacances de la Toussaint
 - 20 postes pour les ACM des vacances de Noël
 - 20 postes pour les ACM du mercredi pour l'année scolaire 2024-2025
- décident de maintenir le niveau de la rémunération brute des agents concernés (Directeur, Directeur adjoint, animateur), conformément à la délibération du 3 janvier 2017 ;
- autorisent le versement d'une indemnisation brute complémentaire pour répondre aux situations suivantes :
 - Directeur : 40 € par soirée d'animation et nuitée travaillées, 30€ par soirée d'animation travaillée
 - Directeur-adjoint : 35€ par soirée d'animation et nuitée travaillées, 25€ par soirée d'animation travaillée

- Animateur : 30€ par soirée d'animation et nuitée travaillées, 20€ par soirée d'animation travaillée

- autorisent le Président à procéder aux opérations de recrutement, à accomplir toutes les démarches administratives s'y rapportant et à signer les contrats d'engagement éducatif correspondant aux emplois ainsi créés.

DELIBERATION PORTANT APPROBATION D'UNE CONVENTION DE MISE A DISPOSITION DE FONCTIONNAIRES AUPRES DE LA COMMUNE DE SAINT-POL-SUR-TERNOISE

Mme Ingrid GAILLARD présente le projet de délibération.

Elle rappelle aux membres du Conseil Communautaire que conformément aux dispositions législatives et réglementaires, l'organe délibérant doit être informé préalablement de la mise à disposition d'agents relevant de ses effectifs.

La mise à disposition est prononcée par arrêté de l'autorité territoriale investie du pouvoir de nomination, après accord de l'intéressé et de l'organisme d'accueil dans les conditions définies par une convention de mise à disposition.

Cette convention conclue entre l'établissement public d'origine et l'organisme d'accueil définit notamment la nature des activités exercées par le fonctionnaire mis à disposition, ses conditions d'emploi, les modalités du contrôle et de l'évaluation de ses activités. La convention peut porter sur la mise à disposition d'un ou de plusieurs agents.

La convention de mise à disposition et, le cas échéant, ses avenants sont, avant leur signature, transmis au fonctionnaire intéressé dans des conditions lui permettant d'exprimer son accord sur la nature des activités qui lui sont confiées et sur ses conditions d'emploi.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le Code général de la fonction publique ;

Vu le décret n° 2008-580 du 18 juin 2008 relatif au régime de la mise à disposition applicable aux collectivités territoriales et aux établissements publics administratifs locaux ;

Vu la demande de la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise de bénéficier de la mise à disposition de personnel de la Communauté de Communes du Ternois pour exercer les fonctions de Maître-Nageur-Sauveteur pour la piscine communale ;

Vu la convention de mise à disposition passée entre la Communauté de Communes du Ternois et la Commune de Saint-Pol-sur-Ternoise ;

Vu l'accord du fonctionnaire concerné ;

Considérant que l'organe délibérant est informé préalablement de la mise à disposition d'un agent relevant de ses effectifs ;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent le principe de mise à disposition d'agents communautaires à la commune de Saint-Pol-sur-Ternoise.
- acceptent les termes de la convention de mise à disposition conclue entre la Communauté de Communes du Ternois et la Commune de Saint-Pol-sur-Ternoise, transmis à l'ensemble des Conseillers Communautaires.
- autorisent le Président à signer ladite convention et lui donnent tout pouvoir pour sa mise en œuvre.

DELIBERATION PORTANT SUR L'INSTAURATION DU DROIT DE PREEMPTION URBAIN SUR LA COMMUNE DE ST POL SUR TERNOISE RELATIF AU PLAN LOCAL D'URBANISME

M. Didier HOCHART, Vice-Président en charge de l'Urbanisme et de la Politique de l'Habitat présente le projet de délibération.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment l'article L.2122-22 15° ;

Vu ensemble les articles L.210-1 et suivants, L.211-1 et suivants et R.211-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

Vu le PLU approuvé par délibération du conseil communautaire du 24 mars 2022 ;

Considérant que la Communauté de Communes du Ternois, compétente en matière de planification depuis le 27 mars 2017, est habilitée à instaurer et exercer de plein droit le Droit de Préemption Urbain.

Le Président expose que le droit de préemption peut être institué sur tout ou partie des zones urbaines et des zones d'urbanisation futures, délimitées par le plan local d'urbanisme, ainsi que dans les périmètres de protection rapprochée de prélèvement d'eau destinée à l'alimentation des collectivités humaines définies en application de l'article L.1321.2 du Code de la Santé Publique.

Ce droit de préemption permet à la Communauté de Communes du Ternois de mener une politique foncière en vue de la réalisation d'opérations d'aménagement par l'acquisition de biens, à l'occasion de mutations contribuant à atteindre les objectifs de développement.

Le Président souligne l'intérêt pour la Communauté de Communes du Ternois d'instaurer le droit de préemption urbain sur le territoire communal pour lui permettre de mener à bien sa politique foncière et notamment :

- De poursuivre l'aménagement de zones d'activités à vocations artisanale et économique ;
- De développer l'activité à vocation industrielle ;
- D'organiser l'accueil, le maintien ou l'extension d'activités économiques.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, décident :

- d'instaurer le Droit de Préemption Urbain simple tel que défini dans le Plan Local d'Urbanisme approuvé le 24 mars 2022 dans les zones U et les zones AU.
- de confirmer la délégation donnée au Président par délibération n°16 en date du 15 juillet 2020, conformément à l'article L.2122-22 du Code Général des Collectivités Territoriales, pour l'exercice, en tant que de besoin, du D.P.U. sur le périmètre retenu ainsi que pour déléguer, le cas échéant, l'exercice de ce droit ;
- d'autoriser le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier et à prendre toute disposition nécessaire pour conduire l'opération ;
- D'ouvrir un registre dans lequel seront inscrites toutes les acquisitions réalisées par exercice du droit de préemption et des précisions sur l'utilisation effective des biens acquis, qui sera ouvert et consultable en Mairie de Saint Pol sur Ternoise, aux jours et heures habituels d'ouverture, conformément à l'article L.213-13 du Code de l'Urbanisme.

Conformément à l'article R.211-2 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera affichée en Mairie de Saint Pol sur Ternoise et au Siège de la Communauté de Communes du Ternois, pendant un mois et mention en sera insérée dans deux journaux diffusés dans le Département.

Conformément à l'ordonnance du 7 octobre 2021 portant sur la réforme de règles de publicité des actes pris par les collectivités territoriales et leurs groupements, la présente délibération sera publiée par voie dématérialisée sur le site de la Communauté de Communes.

Conformément à l'article R.211.3 du Code de l'Urbanisme, la présente délibération sera adressée avec le plan délimitant le champ d'application du D.P.U. à :

- Monsieur le Préfet du Pas-de-Calais
- Monsieur le Directeur départemental des Finances Publiques
- Monsieur le Président du Conseil Supérieur du Notariat

- Monsieur le Président de la Chambre Départementale des Notaires
- Monsieur le Bâtonnier de l'Ordre des Avocats
- Monsieur le Greffier du Tribunal de Grande Instance

DELIBERATION RELATIVE A LA MISE EN PLACE DES INSTANCES DE PILOTAGE DANS LE CADRE DE L'AMO « TRANSFERT DE LA COMPETENCE EAU »

M. Dominique COQUET, Vice-Président en charge de l'Environnement, de l'Eau et de la Loi GEMAPI présente le projet de délibération.

Il rappelle aux membres du Conseil Communautaire que par délibération du 9 avril 2024, le Conseil Communautaire a validé la mise en œuvre d'une mission AMO pour assister et accompagner la Communauté de Communes dans le transfert de la compétence eau, avant le 1^{er} janvier 2026.

La gouvernance de la mission se traduit par la mise en place de deux instances :

- Le Comité de Pilotage (COPIL), structure décisionnelle, d'arbitrage et de validation des choix stratégiques. Le COPIL a également pour mission de solliciter les instances communautaires pour validation.
- Le Comité Technique de suivi (COTECH), chargé d'assurer le suivi régulier de la prestation, de la validation des orientations techniques.

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales ;

Vu la loi NOTRe du 7 août 2015 ;

Vu la loi relative à la mise en œuvre du transfert des compétences assainissement et eau du 3 août 2018 ;

Vu la loi n°2022-217 en date du 21 février 2022 relative à la différenciation, la décentralisation, la déconcentration et portant diverses mesures de simplification de l'action publique locale dite loi 3 DS ;

Vu la délibération du 9 avril 2024 par laquelle le Conseil Communautaire a validé le principe du recours à une Assistance à Maîtrise d'Ouvrage (AMO) ;

Vu les études antérieures portant sur la réalisation d'un schéma directeur de l'eau potable visant à la sécurisation de la ressource eau ;

Vu l'avis des membres du bureau ;

M. le Président propose de retenir la composition de ces deux instances comme suit :

Le COPIL :

- M. Marc BRIDOUX, *Président*
- M. Dominique COQUET, *Vice-Président en charge de l'Environnement, l'Eau et la Loi GEMAPI*
- M. Claude BACHELET, *Vice-Président en charge du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR)*
- M. Jean-Luc FAY, *Vice-Président en charge de la Collecte, Tri, Traitement des déchets*
- M. Yves HOSTYN, *Vice-Président en charge de la Culture et du Numérique*
- M. Marcel PRIN, *Président du Syndicat Intercommunal de la Région d'Heuchin*
- M. Francis NOURY, *Président du Syndicat Intercommunal de la Région d'Azincourt*
- Mme Danielle VASSEUR, *Présidente du Syndicat Intercommunal d'eau potable du Saint Polois*
- M. Claude DEVAUX, *Président du Syndicat Intercommunal de la Région de Hautecloque*
- M. Dominique RIMBAULT, *Président du Syndicat d'eau potable de la Région de Fortel en Artois*
- M. Douglas ZENI, *Président d'ADRIAL CONSEILS (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage)*

Assisteront également aux réunions de cette instance :

- Le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- Un représentant de l'ARS

- Un représentant de la DDTM du Pas de Calais
- Des membres de la Direction de la Communauté de Communes

Le COTECH :

- M. Marc BRIDOUX, *Président*
- M. Dominique COQUET, *Vice-Président en charge de l'Environnement, l'Eau et la Loi GEMAPI*
- M. Laurent BERTHE, *Directeur Général Adjoint*
- M. Olivier ROGEE, *Responsable du Pôle Ressources (Ressources Humaines, Finances, Achats publics)*
- Mme Lucile REGNIEZ, *Responsable du Pôle Environnement*
- M. Douglas ZENI, *Président d'ADRIAL CONSEILS (Assistance à Maîtrise d'Ouvrage)*
- M. Alexandre GALLET, *Animateur du SAGE de la Canche (SYMCEA)*
- Mme Cassandre WAYMEL, *Animatrice du SAGE de l'Authie (SYMCEA)*
- Mme Camille KOSINSKI, *Animatrice du SAGE de la Lys (SYMSAGEL)*
- Le Directeur de l'Agence de l'Eau Artois-Picardie
- Un représentant de l'ARS
- Un représentant de la DDTM du Pas de Calais

M. Eric ROUSSEL, Délégué Communautaire d'Oeuf en Ternois fait remarquer que tous les syndicats ne sont pas représentés dans le COPIL.

M. BRIDOUX indique qu'il est difficile d'assurer une représentation des 39 Syndicats. Néanmoins, il rappelle le rôle du COPIL et confirme que lors des Conseils Communautaires, chacun aura la possibilité de s'exprimer sur ce dossier.

M. Claude BACHELET en sa qualité de Président du Syndicat Intercommunal de la Région d'Héricourt-Croisette fait observer le délai assez court imparti pour répondre au questionnaire, avant la réunion du 28 Juin prochain.

M. BRIDOUX indique la nécessité d'apporter une réponse dans les meilleurs délais pour faciliter la démarche et l'instruction du dossier.

Les membres du Conseil communautaire décident, à l'unanimité, de retenir la composition des deux instances comme proposée ci-dessus.

DELIBERATION PORTANT SUR LA DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET PRINCIPAL

M. Olivier ROGEE présente le projet de délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les résultats constatés au compte administratif 2023 ;

Vu la délibération d'affectation des résultats 2023 ;

Vu les crédits inscrits au BP 2024 ;

Considérant qu'il convient de rectifier la reprise des excédents antérieurs reportés, au BP 2024, en fonctionnement et en investissement, par rapport aux résultats de clôture, conformément au tableau ci-après.

DM n°1 Budget principal

Service demandeur	Chapitre budgétaire	Ligne budgétaire	D/R	F/I	Budget primitif	DM n°1	Après modifications	Explications
FIN	002 Résultat reporté de fonctionnement	002 Excédent antérieur reporté	R	F	9 477 358,56 €	-0,54 €	9 477 358,02 €	Correction des résultats 2023
FIN	001 Solde d'exécution reporté	001 Excédent antérieur reporté	R	I	839 257,67 €	-0,20 €	839 257,47 €	Correction des résultats 2023
FIN	011 charges à caractère général	611 contrat prestations de services	D	F	500 003,00 €	-0,54 €	500 002,46 €	Equilibre DM
FIN	45 opérations pour compte de tiers	458 12021	D	I	50 000,00 €	-0,20 €	49 999,80 €	Equilibre DM

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- adoptent la présente DM n°1 du budget principal,
- autorisent le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA DECISION MODIFICATIVE N°1 DU BUDGET ANNEXE ASSAINISSEMENT COLLECTIF

M. Olivier ROGEE présente le projet de délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu les résultats constatés au compte administratif 2023 ;

Considérant que le compte administratif 2023 fait ressortir un excédent d'investissement 2022 de 315 098,91€ ;

Considérant qu'il convient de rectifier la délibération d'affectation 2023 (reprise des résultats 2022 en recette d'investissement) ;

Considérant qu'il convient de lire 315 098,91€ au lieu de 315 098,01€ ;

Considérant qu'il convient corrélativement de rectifier, dans les mêmes proportions, la reprise du solde d'exécution 2023 (001) au budget primitif 2024, conformément au tableau ci-après ;

Vu les crédits inscrits au BP 2024 ;

DM n°1 Budget annexe Assainissement collectif

Service demandeur	Chapitre budgétaire	Ligne budgétaire	D/R	F/I	Budget primitif	DM n°1	Après modifications	Explications
FIN	001 Solde d'exécution reporté	001 Excédent antérieur reporté	R	I	639 133,50 €	0,90 €	639 134,40 €	Correction du solde d'exécution 2023
FIN	21 Immobilisations corporelles	21532 réseaux assainissement	D	I	3 000,00 €	0,90 €	3 000,90 €	Equilibre DM

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- adoptent la présente DM n°1 du budget annexe assainissement collectif,
- autorisent le Président à signer tout document se rapportant à la présente délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA SIGNATURE D'UNE CONVENTION ENTRE TERNOISCOM ET LA CABBALR

M. le Président expose aux Conseillers Communautaires que certaines habitations de la « Chaussée Brunehaut n° 1-2-3-4-5-6, 8bis, 8Ter sur le territoire de la commune de FLORINGHEM sont raccordées sur le réseau d'assainissement de la Communauté d'Agglomération de Béthune-Bruay Artois Lys Romane (CABBALR) situé en chaussée, côté Cauchy-à-la-Tour et dont les effluents sont traités à la station d'épuration de Lapugnoy, propriété de la Communauté d'Agglomération.

Après échanges avec la CABBALR, les deux EPCI souhaitent, par voie de convention, préciser les modalités techniques et financières relatives à la collecte et au transport des eaux usées, ainsi qu'à leur traitement des habitations concernées.

En contrepartie du traitement des effluents, la CABBALR percevra une rémunération annuelle, en fonction des volumes consommés, destinée à couvrir les charges d'exploitation liées au système d'assainissement de LAPUGNOY :

- Au titre de la collecte et du transport (Ro) : 0.7711 € HT par m3 consommé
- Au titre du traitement (To) : 0.7368 € HT par m3 consommé.

Soit un total HT de 1.5079 € par m3

La convention telle que proposée prend effet à compter du 1^{er} janvier 2024. Elle est conclue pour une durée de 6 ans.

Pour information, la réalisation de futurs travaux d'extension de réseau sur les secteurs « Chaussée Brunehaut » et Les Croisettes » se traduira par la signature d'un avenant à la présente convention. Les travaux à intervenir ont été budgétés en 2024.

M. Christophe COPPIN, Délégué Communautaire de Floringhem remercie M. BRIDOUX pour la réactivité de TernoisCom pour le traitement de ce dossier.

M. Michel DUVAL, Délégué Communautaire d'Auxi le Château s'interroge sur le coût de l'abonnement de l'assainissement.

M. BRIDOUX souligne que pour l'instant la convention ne prévoit pas de disposition sur le sujet et qu'il convient d'avancer par étape.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent les termes de la convention (annexe transmise à l'ensemble des conseillers communautaires)
- autorisent le Président à signer la convention à intervenir entre la CABBALR et Ternois Com.

DELIBERATION RELATIVE A LA SIGNATURE D'UNE NOUVELLE CONVENTION AVEC RESEAU FERRE DE FRANCE

M. le Président expose aux Conseillers Communautaires que l'ex Sivu de Saint-Pol-sur-Ternoise avait contracté avec le réseau ferré de France une convention d'occupation « Traversées » du domaine public ferroviaire sur la commune de Roëllecourt et ainsi autorisé le passage et l'exploitation d'une canalisation d'eau usée sur une longueur totale de 20 mètres, constituée par conduite en fonte de 200 mm de diamètre. Cette convention avait été signée par l'ex-sivu pour une durée de 20 ans, soit du 1^{er} janvier 2013 au 30 septembre 2033. En contrepartie, une redevance annuelle est due. (annexe transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires).

La convention conclue initialement par l'ex SIVU doit être modifiée et établie au nom de Ternois Com. Ainsi, il convient d'établir une nouvelle convention d'occupation du domaine public ferroviaire, au nom de la Communauté de Communes du Ternois, en sa qualité de nouvel occupant.

Les frais de dossiers pour l'établissement de la convention s'élèvent à la somme de 1 784,70€ HT.

La redevance annuelle est, quant à elle, estimée à la somme de 90€ HT, susceptible d'évolution. Cette somme sera, par ailleurs, réactualisée tous les ans sur la base de l'indice du coût de la construction (ICC) publié par l'INSEE, à la date

anniversaire de la signature de la convention. Il est précisé que cette procédure étant dématérialisée dans sa partie administrative, la convention d'occupation fera l'objet d'une signature électronique.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- autorisent le Président à signer la nouvelle convention d'occupation du domaine public ferroviaire, ainsi que tous documents nécessaires à la réalisation de cette opération dont les frais de dossier,
- acceptent la prise en charge et le mandatement des factures établies au titre des années antérieures au nom de l'ex SIVU de Saint Pol sur Ternoise, à titre de régularisation.

DELIBERATION RELATIVE A L'APPROBATION DE L'AVENANT AU PROGRAMME CONCERTÉ POUR L'EAU (PCE) 2024

Monsieur Dominique COQUET, Vice-Président en charge de l'Environnement, de l'Eau et la Loi GEMAPI présente le projet de délibération.

Dans le cadre de la mise en œuvre du PCE (Programme Concerté pour l'Eau), la Communauté de Communes du Ternois, établit, chaque année, son programme d'études et de travaux en collaboration avec l'Agence de l'Eau, au titre de l'assainissement collectif et de l'environnement.

Cet outil de programmation globale pluriannuelle est composé de tranches fermes et de tranches optionnelles. L'attribution des aides financières est décidée selon les cas par le Conseil d'Administration, la Commission Permanente des Interventions ou le Directeur Général de l'Agence de l'Eau. Ce PCE est mis à jour par voie d'avenant en fonction des opérations à programmer dans l'année.

Les opérations au titre de l'exercice 2024 s'établissent comme suit :

PROJET PCE 2024

VOLET ASSAINISSEMENT									
Année	Type Opération	Descriptif sommaire de l'opération / Localisation	Montant Travaux	TTC/HT	Observations	Nombre de logements raccordés	Nature	Hypothèse participation financière Agence montant finançable	taux
2024	FERME Raccordement au réseau	Travaux de mise en conformité des raccordements sur réseaux anciens Saint-Pol-sur-Ternoise / Saint-Michel-sur-Ternoise / Floringhem	162 000 €	TTC	60 relances sur réseau ancien	60	\$	162 000 (60 x 2 700 €)	50
2024	FERME Raccordement au réseau	Travaux de raccordement des particuliers au réseau public de collecte sur réseaux neufs et réhabilités Floringhem / Roellecourt	51 300 €	TTC	17 Raccordements suite à extension de réseaux à Floringhem / 2 racc. à Roellecourt	19	\$	51 300 (19 x 2 700 €)	50
2024	OPTIONNEL Amélioration station	Amélioration de la lagune d'Hautecôte	360 000	TTC	Opération à réaliser en 2024	Capacité STEU 150 EH	\$	178 270 (150 EH x 1 188,47 €)	30
2024	FERME Réseaux Amélioration	Extension du réseau secteur "les Croisettes" et "Chaussée Brunehaut" Commune de Floringhem	180 000 €	HT	17 Branchements à créer	17	\$	133 620 (17 x 7 860 €)	15
2024	Etude Schéma d'Assainissement	Etude de révision des zonages d'assainissement Phase 2 Saint Michel et Ramecourt	47 000 €	HT			\$/ST	20 043	15
2024	Réseau de transfert OTEU	Réhabilitation réseau de transfert Pernes Floringhem	380 000 €	HT	OTEU		\$	23 500	50
2024	Mise en place autosurveillance	Autosurveillance des points A2	10 000 €	HT	Nunco, Bonnières et Boubiers		\$/ST	380 000	30
2024	Etude	Dossier Loi sur l'Eau Boubiers sur Canche	20 000 €	HT			\$	10 000	15
2024	Etude	Dossier Loi sur l'Eau Bonnières et Croisette	30 000 €	HT			\$	20 000	50
2024	OPTIONNEL Raccordement au réseau	Travaux de mise en conformité des raccordements sur réseaux anciens Saint-Pol-sur-Ternoise / Saint-Michel-sur-Ternoise / Floringhem	135 000 €	TTC	Contrôles périodiques suivant contrat de DSP	50	\$	30 000	50
							\$	135 000 (50 x 2 700 €)	50
									67 500

VOLET MILIEUX NATURELS									
Année	Type Opération	Descriptif sommaire de l'opération / Localisation	Montant Travaux	TTC/HT	Observations	Nature	Hypothèse participation financière Agence montant finançable	taux	montant
2024	Acquisition foncière	LISBOURG : Acquisitions foncières pour les travaux de construction de l'ouvrage structurant : site Biscayens	40 000	TTC	Surface concernée : 3 ha	\$	40 000	20	8 000
2024	Milieu naturel : Etude préalable aux travaux	LISBOURG : Etude préalable aux travaux de construction de l'ouvrage structurant : site biscayens	95 000	HT		\$	95 000	20	19 000

Le Président demande au Conseil Communautaire d'approuver les projets de travaux repris au titre du Programme Concerté pour l'Eau (PCE) pour 2024.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent les projets de travaux repris au titre du PCE pour l'année 2024.
- approuvent l'avenant au Programme Concerté pour l'Eau et sa programmation présentée ci-dessus (annexe transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires) ;
- autorisent le Président à solliciter les aides de l'Agence de l'Eau pour chacune des opérations de type « Ferme » et « optionnelle » reprises dans l'avenant.
- autorisent le Président à engager les procédures nécessaires liées aux travaux.
- autorisent le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE A LA FEUILLE DE ROUTE NUMERIQUE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS 2024-2028

M. Olivier RIGOT, Vice-Président en charge des Coopérations et Mutualisations présente le projet de délibération.

M. le Président expose aux Conseillers Communautaires que la Communauté de Communes du Ternois réactualise sa feuille de route numérique, consolidant son rôle de territoire rural innovant. Depuis 2016, le Ternois a développé des initiatives telles que le SmartLiving Lab, le premier Fablab rural, ou encore le développement des espaces publics numériques. En 2018, notre première feuille de route numérique a posé les bases d'une stratégie orientée vers l'innovation.

Aujourd'hui, le Ternois expérimente l'internet des objets (IOT) en collaboration avec le syndicat mixte de la fibre numérique 59/62, couvrant des usages variés comme la gestion des déchets, les bâtiments connectés, l'éclairage public, ou la prévention des risques naturels.

La nouvelle feuille de route numérique irrigue les différentes thématiques du SCOT en cours de réécriture. Elle s'articule autour de sept axes majeurs :

- 1. Favoriser un territoire durable et responsable**
- 2. Poursuivre la transformation numérique des services publics**
- 3. Digitaliser les entreprises pour renforcer leur résilience**
- 4. Lutter contre l'illectronisme et promouvoir l'inclusion numérique**
- 5. Optimiser l'accès aux soins par les technologies novatrices**
- 6. Assurer la cybersécurité des collectivités et entreprises**
- 7. Revitaliser l'expérience culturelle via le numérique.**

Cette stratégie a été élaborée avec le soutien des services de la collectivité et des Maires ayant répondu à un questionnaire en ligne spécifique.

Elle intègre des principes de sobriété numérique et de sécurité informatique, respectant les obligations réglementaires, pour un développement numérique équilibré et conforme aux normes actuelles.

Cette feuille de route a été approuvée par les équipes numériques de la Région Hauts-de-France.

La feuille de route numérique recense l'ensemble des actions envisagées (annexe transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires.)

M. le Président tient à souligner que la Région a qualifié la feuille de route numérique d'ambitieuse et la prend, à titre d'exemple, pour les autres territoires.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent la feuille de route numérique 2024-2028, les axes et les actions à mettre en place comme exposés ci-dessus.
- autorisent le Président à solliciter l'ensemble des financements et dispositifs possibles sur ce projet
- autorisent le Président à signer toutes les pièces relatives à ce dossier.

DELIBERATION PORTANT SUR UNE NOUVELLE ORGANISATION POUR LES INSCRIPTIONS AUX ACCUEILS DE LOISIRS ET PROPOSITION D'UN NOUVEAU REGLEMENT INTERIEUR DES ACCUEILS COLLECTIFS DE MINEURS

Mme Ingrid GAILLARD, Vice-Présidente en charge de l'Enfance, la Jeunesse, la Parentalité et les Loisirs présente le projet de délibération.

Dans le cadre des accueils de loisirs, il est proposé la mise en place d'une nouvelle organisation pour les inscriptions en accueils de loisirs (I) d'une part, et la mise à jour du règlement intérieur incluant une « charte familles » (II), d'autre part.

Ces propositions ont fait l'objet d'un travail concerté avec les équipes du service jeunesse et la vice-Présidente à la jeunesse dans le cadre d'un Comité Technique, en date du 24 avril 2024.

I/ Nouvelle organisation proposée pour les inscriptions en accueils de loisirs (AL) :

Le fonctionnement actuel pour les inscriptions et réinscriptions des familles en accueils de loisirs pose difficulté. En règle générale, les familles peuvent inscrire d'une semaine sur l'autre. Cela se traduit par des modifications d'effectifs importants dans chaque structure d'accueils de loisirs, et corrélativement par des modifications ou ajustements dans des délais contraints.

EXEMPLES DE PROBLEMATIQUES REPEREES :

- Au niveau administratif : pour le recrutement des équipes et l'édition des contrats / pour la gestion du budget et l'édition de bons de commandes, de devis.
- Difficulté pour respecter les délais des commandes de repas auprès du prestataire de livraison de repas.
- Difficulté pour les réservations des transports et des activités.
- « turn-over » des équipes impliquant une perte de repères pour les enfants.
- Le suivi des stagiaires et des équipes.
- Une surcharge de missions administratives pour l'équipe du service jeunesse au détriment de la pédagogie avec les enfants sur le terrain.

ATTENTES

- Simplifier les démarches administratives internes au service et pour les équipes pédagogiques.
- Privilégier la pédagogie avec les enfants et le suivi des équipes pédagogiques.
- Répondre aux exigences de délais de nos partenaires.

OBJECTIFS GENERAUX ET OPERATIONNELS

- Proposer de nouvelles modalités d'inscriptions
- Responsabiliser les familles

Après délibération, les membres du Conseil communautaire approuvent le nouveau mode de fonctionnement à partir de juin 2024 pour les inscriptions estivales et à partir de la Toussaint 2024 pour les inscriptions en petites vacances :

✓ Pour les inscriptions en accueil de loisirs extrascolaires et périscolaires :

Les inscriptions s'effectueront en priorité sur le portail familles. Des inscriptions pourront aussi être proposées dans les agences et au service jeunesse de Ternoiscom.

Les informations relatives aux modalités et dates d'inscriptions ou d'annulation d'inscriptions seront indiquées sur le site internet de la collectivité.

II/ Le règlement intérieur des Accueils Collectifs de Mineurs :

OBJECTIFS GENERAUX ET OPERATIONNELS

- Proposer un seul et même règlement intérieur pour les accueils de loisirs et séjours (ACM).
- Synthétiser les informations générales qui seront complétées par le site internet pour toutes les informations détaillées (calendaires, lieux, horaires...).
- Ajouter au règlement intérieur une charte des familles reprenant les engagements de celles-ci et des équipes (à la fois sur le volet pédagogique mais aussi sur le rôle et les responsabilités de chacun). Cette charte pourra évoluer.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, approuvent le règlement intérieur des Accueils Collectifs de Mineurs (annexe transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires) et autorisent le Président à signer l'ensemble des documents se rapportant à la délibération.

DELIBERATION PORTANT SUR LA CHARTE DES BENEVOLES DU RESEAU DES MEDIATHEQUES

M. Yves HOSTYN, Vice-Président en charge de la Culture et du Numérique présente le projet de délibération.

Il rappelle que depuis 2017, le réseau de lecture publique relève des compétences de l'intercommunalité intitulées « création, développement et suivi d'actions favorisant l'accès à la culture dans les domaines de la musique, de la lecture, du spectacle vivant, de la découverte de l'art, du cinéma, de l'e-culture, de résidences d'artistes, de la médiation ».

Le réseau lecture s'articule autour de trois médiathèques situées à Frévent, Pernes-en-Artois et Auxi-le-Château et de trois bibliothèques de proximité situées à Beauvoir-Wavans, Averdoingt et Eps-Herbeval.

Son fonctionnement est actuellement assuré par une équipe de professionnels comprenant une coordinatrice du réseau, ainsi que 6 agents. Des bénévoles apportent par ailleurs, leur aide pour diverses missions telles que l'accueil du public, l'enregistrement de prêts de documents, le catalogue, ainsi que la tenue d'animations.

Afin de régir les droits et les devoirs des bénévoles au sein de cette organisation, une charte des bénévoles (jointe en annexe) entre la Communauté de communes du Ternois et les contributeurs bénévoles, a été élaborée dont l'objectif est de formaliser la collaboration entre les agents et les bénévoles de la bibliothèque, d'en définir leur rôle et la place de chacun.

Par ailleurs, M. HOSTYN fait observer que les bénévoles signataires de la charte sont couverts par l'assurance de la Communauté de communes dans le cadre de leur action volontaire. Ils peuvent également être amenés, dans le cadre de ce service public, à effectuer des déplacements, en particulier pour leur formation. La charte prévoit également le remboursement des frais de déplacements liés à une mission confiée par la collectivité, y compris ceux effectués avec le véhicule personnel, dans le respect de la réglementation applicable en la matière.

M. HOSTYN précise qu'à l'heure actuelle, 40 personnes sont bénévoles au sein des différentes médiathèques de TernoisCom.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent la charte des bénévoles associant la Communauté de communes du Ternois et les bénévoles du réseau de lecture publique de la collectivité (annexe transmise à l'ensemble des Conseillers Communautaires),
- autorisent le Président à signer la présente charte avec l'ensemble des contributeurs bénévoles des médiathèques.

DELIBERATION PORTANT SUR LA MODIFICATION DES MODALITES DE REGLEMENT DES TARIFS DE L'ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE

M. Yves HOSTYN présente le projet de délibération.

Par délibération n°38 en date du 03 janvier 2017, la Communauté de Communes du Ternois a fixé les tarifs de l'Ecole de Musique Intercommunale et arrêté les modalités de règlement, soit un règlement en deux fois (50% à l'inscription et le solde 3 mois après).

M. HOSTYN précise qu'à l'heure actuelle, l'Ecole de Musique Intercommunale accueille 548 élèves et emploie 38 professeurs qui assurent un total de 383 heures de cours par semaine.

M. le Président propose au Conseil communautaire d'accepter la possibilité pour les familles de procéder au paiement des frais d'inscription en une seule fois, pour des raisons de simplification administrative.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, donnent leur accord à cette possibilité et autorisent le Président à signer l'ensemble des documents afférents à cette délibération.

DELIBERATION RELATIVE AU TIERS-LIEU CULTUREL DE ST POL SUR TERNOISE – DEMANDE DE SUBVENTION DANS LE CADRE DE LA DOTATION GENERALE DE DECENTRALISATION AUPRES DE LA DRAC

M. Yves HOSTYN présente le projet de délibération.

Vu le Code général des collectivités territoriales ;

Vu le projet d'aménagement d'un tiers-lieu culturel à Saint-Pol-sur-Ternoise ;

Vu la délibération du 13 mars 2024 portant approbation de la réhabilitation de l'ancien site à usage commercial situé Place François Mitterrand à Saint-Pol-sur-Ternoise, en un tiers lieu culturel et adoption du plan de financement prévisionnel associé ;

Vu la circulaire du 26 mars 2019 du ministère de la Culture relative au concours particulier créé au sein de la dotation générale de décentralisation (DGD) pour les bibliothèques municipales et intercommunales et les bibliothèques départementales pour les opérations ayant pour objet la construction, la rénovation, la restructuration, la mise en accessibilité ou l'extension d'une bibliothèque municipale et intercommunale ou d'une bibliothèque départementale ;

Considérant que la Communauté de Communes du Ternois sollicite une aide financière auprès de l'Etat- Direction régionale des Affaires Culturelles- s'inscrivant dans la thématique et la catégorie susvisée ;

Considérant que l'octroi d'une aide financière provenant de la DRAC doit s'accompagner d'une délibération de la Communauté de communes, pièce à fournir à l'appui du dossier de subventionnement, au moment de la phase avant-projet définitif (APD) de l'opération projetée ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel doit être daté et signé par le porteur de projet ;

Considérant que la part travaux, au stade de l'APD, est estimée à la somme de 3 255 972,06€ HT ;

Considérant que le projet est éligible au subventionnement de la DRAC, dans le cadre de la DGD, à hauteur de 2 693 000€ HT ;

Considérant que le montant de l'aide financière susceptible d'être accordée par la DRAC est estimé à la somme de 1 077 000€ HT, sur la base de la part travaux ;

Considérant que le projet s'inscrit dans le Projet culturel, scientifique, éducation et social (PCSES) du réseau de lecture publique de Ternoiscom ;

Considérant que le plan de financement prévisionnel tel que présenté ci-après ne préjuge en rien des financements susceptibles d'être accordés par les autres financeurs.

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- autorisent le Président à déposer et instruire le dossier auprès de la DRAC ;
- autorisent le Président à solliciter une aide financière de l'Etat auprès de la DRAC, dans le cadre de la DGD, à hauteur de 1 077 000€ HT, pour l'opération projetée ;
- approuvent le plan de financement prévisionnel présenté ci-après et adoptent l'avant-projet définitif réalisé par ATW, architecte en charge du projet :

Plan spécifique de financement prévisionnel de l'opération projetée- DRAC-

DEPENSES	Montant HT	Ressources	Montant HT	Taux
Travaux (phase APD)	3 255 972,06 €	DRAC - DGD	1 077 000,00 €	40,00%
		ETAT - DSIL	185 009,10 €	6,87%
		DEPARTEMENT	552 334,30 €	20,51%
		FONDS VERT	317 774,00 €	11,80%
		LEADER	22 082,60 €	0,82%
		Sous-Total	2 154 200,00 €	80,00%
		Fonds propres	269 400,00 €	10,00%
		Emprunts	269 400,00 €	10,00%
		Sous-Total	538 800,00 €	20,00%
Coût des travaux éligible à subvention DRAC	2 693 000,00 €	TOTAL DES RESSOURCES	2 693 000,00 €	100,00%

- autorisent le Président à signer l'ensemble des documents relatifs à la présente délibération

DELIBERATION PORTANT SUR LA DELEGATION DE LA COMPETENCE « TRANSPORT » EN VUE DE LA MISE EN PLACE D'UN SERVICE DE TRANSPORT A LA DEMANDE (TAD) INTER-EPCI

M. Claude BACHELET, Vice-Président en charge du Pôle d'Equilibre Territorial et Rural (PETR) présente le projet de délibération.

Il expose qu'en application de l'article L. 1231-4 du code des transports, la région peut déléguer, par convention, toute attribution ainsi que tout ou partie d'un service ou plusieurs services énumérés aux articles L. 1231-1-1 et L. 1231-3 du code des transports, dans les conditions prévues à l'article L. 1111-8 du code général des collectivités territoriales, à une collectivité territoriale relevant d'une autre catégorie, à un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre, à une autre autorité organisatrice de la mobilité, à l'autorité organisatrice des mobilités des territoires lyonnais ou à un syndicat mixte mentionné à l'article L. 1231-10 du code des transports.

Il est rappelé les services que vise la délégation de compétence. Le TAD s'exerce au sein du périmètre de l'EPCI, à destination des EPCI voisins. Ces services ne devront pas concurrencer les services de transports ferrés ou routier régionaux déjà existants.

Vu le Code Général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 5721-1 et suivants,

Vu le Code des transports et notamment ses articles L1231-10 à L231-13,

Vu l'ordonnance n°2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la Commande publique et son décret d'application n°2018-1075 du 3 décembre 2018,

Vu la directive européenne n°2014/24/UE du 26 février 2014 et notamment son article 37,

Vu la directive européenne n°2014/25/UE du 26 février 2014 et notamment son article 55,

Vu le Code de la Commande publique et notamment ses articles L. 2113-2 et suivants,

Vu la Loi d'Orientation des Mobilités promulguée le 24 décembre 2019,

Vu le décret n°2017-516 du 10 avril 2017,

Vu la délibération en date du 19 mars 2021 relative à la prise de compétence mobilité de la Communauté de Communes du Ternois, dotant ainsi l'établissement public du statut d'Autorité Organisatrice de la Mobilité lui permettant de mettre en place des services de mobilité sur son territoire,

Vu la délibération en date du 24 mars 2022 portant adhésion de la Communauté de Communes du Ternois au Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités,

Vu la délibération n°2023-36 du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilité en date du 13 novembre 2023, portant création de la Centrale d'Achats,

Vu la délibération en date du 20 février 2024 portant adhésion de la Communauté de Communes du Ternois à la Centrale d'Achats du Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités,

Vu la délibération en date du 13 mars 2024 donnant la possibilité de souscrire au lancement d'un marché mutualisé de transport à la demande par la Centrale d'Achat Hauts-de-France Mobilités,

Vu le courrier de la Communauté de Communes du Ternois adressé à la Région Hauts-de-France en date du 10 janvier 2024 sollicitant une délégation de compétence afin de mettre en place un service de transport à la demande et de desservir des points d'intérêts à l'extérieur du ressort territorial de la Communauté de Communes du Ternois,

Vu l'avis favorable de la Région Hauts-de-France émis le 27 mars 2024 sur la demande de délégation de compétence afin de mettre en place un service de Transport à la Demande inter-EPCI, au sein de la Communauté de Communes du Ternois,

Vu le rapport et le débat d'orientations budgétaires 2024 de TernoisCom présentés en mars 2024,

Vu la mission de coordination des services de transports organisée par les AOM membres, mission inhérente aux syndicats mixtes SRU dont Hauts-de-France Mobilités,

Considérant la volonté exprimée par la Communauté de Communes du Ternois et par d'autres EPCI membres du syndicat mixte Hauts-de-France Mobilités d'améliorer l'accessibilité interne et externe de leur territoire respectif en proposant un service de Transport à la Demande tout public permettant de sortir de leur ressort territorial,

Considérant la possibilité de mettre en place par le marché de Transport à la Demande, un service inter-AOM au bénéfice des usagers et de réduire les coûts en mutualisant certaines fonctions,

Considérant le travail collaboratif des EPCI impliqués, coordonné par Hauts-de-France Mobilités, qui a permis la définition des besoins partagés et l'élaboration d'un cahier des charges,

Considérant la sollicitation de la Région Hauts-de-France par notre EPCI pour établir une convention de délégation de compétences afin de desservir des points d'intérêts à l'extérieur de notre territoire,

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité, décident de déléguer la compétence « Transport » en vue de la mise en place d'un service de transport à la demande (TAD) inter EPCI au Syndicat Mixte Hauts-de-France Mobilités, qui devra s'exercer dans un cadre fixé par voie de convention.

DELIBERATION PORTANT SUR L'INSTITUTION DU GROUPE D'ACTION LOCALE TERNOIS - 7 VALLEES ET LE CONVENTIONNEMENT POUR LA PROGRAMMATION LEADER 2023-2027

M. Claude BACHELET présente le projet de délibération.

Il expose aux Conseillers Communautaires que suite à l'appel à manifestation d'intention au programme LEADER 2023-2027 de la Région Hauts-de-France auquel ont répondu les Communautés de communes du Ternois et des 7 Vallées, la Région a déclaré recevable leur candidature et autorisé le 1^{er} mars 2022 le dépôt d'un dossier de candidature au programme LEADER. Le cabinet OCALIA a apporté son concours à la rédaction du dossier de candidature.

Conformément aux exigences de la Commission européenne, suite à l'examen technique du dossier par l'Autorité de Gestion (la Région Hauts de France) et suite à l'avis du comité de sélection régional réuni le 11 juillet 2023, le dossier de candidature pour notre territoire a reçu un avis favorable. Par délibération du 30 novembre 2023, un montant de 1 003 743,32 € de FEADER a été affecté au GAL Ternois 7 Vallées pour soutenir des projets innovants de porteurs publics et privés.

Il est rappelé que la stratégie locale de développement intitulée « Un projet ambitieux et soutenable au service d'un territoire attractif et porteur de transition pour les habitants, les entreprises et les touristes » s'inscrit dans le respect du cadre réglementaire européen dédié au programme LEADER et prend en compte les orientations régionales issues du SRADDET, soit :

- Accompagner l'évolution sociétale vers des modes de consommation plus durables grâce aux territoires ruraux ;
- Renforcer la résilience des territoires ruraux face à leur mutation socio-économique ;
- Encourager l'innovation sous toutes ses formes au service de la transition pour et par les territoires ruraux.

Les grands enjeux identifiés au sein des Communautés de Communes du Ternois et des 7 Vallées sont répartis en 4 grandes thématiques :

1. Transition écologique et énergétique du territoire
2. Développement de l'économie de proximité
3. Mise en tourisme durable du territoire
4. Accessibilité des services et attractivité du cadre de vie

Ces 4 objectifs stratégiques sont complétés par trois autres objectifs supplémentaires qui interviendront de manière transversale et interagiront avec l'ensemble des actions. Il s'agit de l'animation, de la coopération et de l'évaluation.

Le comité de programmation, organe décisionnel du LEADER, sera composé à parité, 50% d'acteurs publics et 50% d'acteurs privés. Il sera présidé par Monsieur Michel MASSART, conseiller communautaire de la Communauté de Communes des 7 Vallées, maire de Blangy sur Ternoise.

Une convention est établie entre la Communauté de Communes du Ternois, structure porteuse du GAL (Groupe d'Action Locale), le GAL Ternois 7 Vallées et la Région Hauts de France, Autorité de Gestion Régionale, pour la mise en œuvre du Programme LEADER 2023-2027.

Vu le Plan Stratégique National (PSN) de la France pour la prochaine Politique Agricole Commune (PAC) 2023-2027 approuvé le 31 août 2022 par la Commission européenne ;

Vu la délibération du Conseil Régional Hauts de France en date du 8 décembre 2021 validant le projet de stratégie régionale FEADER pour la période 2023-2027 ;

Vu la délibération en date du 8 décembre 2021 désignant la Communauté de Communes du Ternois comme future structure porteuse du GAL Ternois 7 Vallées pour la programmation 2023-2027 ;

Vu la délibération en date du 14 avril 2023 relative à la candidature de la Communauté de communes du Ternois au programme LEADER (fonds européens FEADER 2023-2027) ;

Vu la délibération en date du 6 avril 2023 de la Communauté de communes des 7 Vallées portant sa candidature au programme LEADER (fonds européens FEADER 2023-2027) et donnant délégation de rôle de structure porteuse du GAL Ternois 7 Vallées à la Communauté de Communes du Ternois ;

Vu la délibération de la Commission Permanente du Conseil Régional des Hauts-de-France en date du 30 novembre 2023 portant sur la sélection des GAL pour la programmation LEADER 2023-2027 et le montant de l'enveloppe allouée;

Après délibération, les membres du Conseil Communautaire, à l'unanimité :

- approuvent le projet de convention de mise en œuvre du programme LEADER 2023-2027 ainsi que ses annexes ;
- autorisent le Président de la Communauté de Communes du Ternois, structure porteuse du GAL, à signer la convention de mise en œuvre du programme LEADER 2023-2027 et tout document s'y rapportant ;
- autorisent la délégation de signature du Président de la structure porteuse au Président du GAL Ternois 7 Vallées pour les invitations aux comités de programmation et pour les comptes rendus qui en résulteront

INFORMATIONS DES DECISIONS DU PRESIDENT

DON DE BASSON A L'ECOLE DE MUSIQUE INTERCOMMUNALE DU TERNOIS

Vu la délibération du Conseil Communautaire en date du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour accepter les dons et legs qui ne sont pas grevés ni de conditions, ni de charges ;

Il a été décidé en date du 11 avril 2024 d'accepter le don de M. Ian Ward demeurant 511 rue de Fillièvres 62390 QUOEUX HAUT MAINIL à la Communauté de Communes du Ternois, d'un basson de marque W. SCHREIBER, modèle : WS-5013, n° de série : 22724.

La valeur du basson est estimée à 7 000,00€.

Cet instrument est destiné à la classe de basson de l'Ecole de Musique Intercommunale du Ternois.

ACCOMPAGNEMENT A LA PRISE DE COMPETENCE EAU POTABLE

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2122-1 et R. 2122-8 ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et prendre toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu la délibération du 09 avril 2024 portant validation de la mise en œuvre d'une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage (AMO) en vue du transfert de la compétence eau à la Communauté de Communes du Ternois, avant le 1^{er} janvier 2026, et donnant délégation au Président pour lancer la consultation et signer tout document se rapportant à la procédure de recours à une AMO ;

Vu la proposition reçue en date du 18 avril 2024 émanant de la société ADRIAL CONSEILS ;

Considérant que cette offre répond aux attentes ;

Il a été décidé en date du 25 avril 2024 de conclure et signer le marché relatif à l'accompagnement à la prise de compétence eau potable, avec la société ADRIAL CONSEILS 12 bis rue d'enfer 77130 VILLE SAINT JACQUES. Le présent marché débutera à compter de la date fixée par l'ordre de service n°1 et s'achèvera lorsque la Communauté de Communes du Ternois aura effectivement pris la compétence eau potable. Le montant de la prestation s'élève, toutes phases incluses, à la somme de 37 875 € HT, prix ferme et définitif.

MISSION D'EVALUATION DE L'OPAH-RR ET DE LA POLITIQUE HABITAT DU TERNOIS, ETUDE PRE-OPERATIONNELLE

OPAH-RR

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L 5211-10 ;

Vu le Code de la Commande Publique et notamment les articles L. 2123-1 de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 et R. 2123-1 du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 concernant la procédure adaptée ;

Vu les crédits inscrits au Budget 2024 ;

Vu la délibération du 15 juillet 2020 donnant délégation au Président pour prendre toute décision concernant la préparation, la passation, l'exécution et le règlement des marchés, des accords-cadres, des marchés subséquents et pour prendre toute décision concernant leurs avenants, lorsque les crédits sont inscrits au budget ;

Vu l'avis d'appel public à la concurrence transmis au Bulletin officiel des annonces des marchés publics et mis en ligne sur la plateforme de dématérialisation le 12/12/2023 (CdG596280) ;

Considérant que la date de remise des offres a été fixée au 19/01/2024 à 12h00 ;

Considérant que suite à négociation, la date de remise des offres a été fixée au 13/05/2024 à 12h00 ;

Considérant que le rapport d'analyse des offres et des candidatures tient compte des critères de sélection des candidatures et de jugement des offres, indiqués au règlement de consultation du dit marché ;

Considérant que l'offre économiquement la plus avantageuse émane de VILLES VIVANTES 117 rue François de Sourdis 33 000 BORDEAUX

Il a été décidé en date du 14 mai 2024 de conclure et signer le marché relatif à la mission d'évaluation de l'OPAH-RR, de la politique habitat du Ternois et de l'étude pré-opérationnelle OPAH-RR, avec la société VILLES VIVANTES 117 rue François de Sourdis 33 000 BORDEAUX. Le présent marché, d'un montant total de 80 037.50 € HT, est conclu pour une durée de 10 mois à compter de la date fixée par l'ordre de service n°1 de démarrage.

DECISIONS PORTANT SUR LA FONGIBILITE DES CREDITS

1) PASSAGE DE FOURREAUX AU ROND-POINT RUE DE BETHUNE ET ACHAT D'UNE ARMOIRE SECURISEE POUR LE LOCAL VIDEO (Décision du Président en date du 28/05/2024)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-10-6 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil communautaire en date du 12 juillet 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1 janvier 2024 ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 13 mars 2024 ;

Vu la délibération n°7 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante, lors du vote du budget primitif le 9 avril 2024, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à hauteur de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections en fonctionnement et en investissement, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Vu la délibération n°17 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024 ;

Vu la demande formulée par le Pôle technique en date du 18/04/2024 et le formulaire associé ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre afin de répondre aux besoins des services ;

Considérant que la fongibilité permet d'ajuster dès que le besoin apparaît la répartition des crédits sans modifier le montant global de la section concernée ;

Considérant que ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle ;

DECIDE

D'autoriser les virements de crédits selon les modalités suivantes :

Virements de crédits – dépenses – Budget Principal

VC1 Virement de crédits

Objet : Passage de fourreaux au rond-point rue de Béthune et achat d'une armoire sécurisée pour le local vidéo

SECTION D'INVESTISSEMENT

	Chapitre	Article	OPE	Fonction	Montant
DE	21	2188	901	60	- 6 000,00 €
VERS	21	2181	921	10	5 000,00 €
	21	2188	921	10	1 000,00 €

2) TRAVAUX D'ENFOUISSEMENT DE LA FIBRE NRAZO SUR LA COMMUNE DE BONNIERES (Décision du Président en date du 28/05/2024)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-10-6 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil communautaire en date du 12 juillet 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1 janvier 2024 ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 13 mars 2024 ;

Vu la délibération n°7 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante, lors du vote du budget primitif le 9 avril 2024, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à hauteur de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections en fonctionnement et en investissement, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Vu la délibération n°17 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024 ;

Vu la demande formulée par le Pôle Communication et Numérique en date du 22/05/2024 et le formulaire associé ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre afin de répondre aux besoins des services ;

Considérant que la fongibilité permet d'ajuster dès que le besoin apparaît la répartition des crédits sans modifier le montant global de la section concernée ;

Considérant que ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle ;

DECIDE

D'autoriser les virements de crédits selon les modalités suivantes :

Virements de crédits - dépenses - Budget Principal

VC2 Virement de crédits

Objet : Travaux d'enfouissement de la fibre NRAZO sur la commune de Bonnières

SECTION D'INVESTISSEMENT

	Chapitre	Article	OPE	Fonction	Montant
DE	20	2051	904	20	-2 630 €
VERS	21	2181	OPNI	57	2 630 €

3) MODULES COMPLEMENTAIRES POUR LA FACTURATION DES ECOLES DE MUSIQUE (Décision du Président en date du 28/05/2024)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-10-6 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil communautaire en date du 12 juillet 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1 janvier 2024 ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 13 mars 2024 ;

Vu la délibération n°7 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante, lors du vote du budget primitif le 9 avril 2024, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à hauteur de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections en fonctionnement et en investissement, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Vu la délibération n°17 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024 ;

Vu la demande formulée par le Pôle Culture en date du 02-05-2024 et le formulaire associé ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre afin de répondre aux besoins des services ;

Considérant que la fongibilité permet d'ajuster dès que le besoin apparaît la répartition des crédits sans modifier le montant global de la section concernée ;

DECIDE

D'autoriser les virements de crédits selon les modalités suivantes :

Virements de crédits - dépenses - Budget Principal

VC1 Virement de crédits

Objet : modules complémentaires pour la facturation des écoles de musique

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Chapitre	Article	Fonction	Montant
DE	011	611	020	- 1 740,00 €
VERS	65	65818	311	1 740,00€

4) REGULARISATION DE TVA BUDGET COLLECTE (Décision du Président en date du 28/05/2024)

Vu le Code général des collectivités territoriales et notamment son article L.5217-10-6 ;

Vu la délibération n°3 du Conseil communautaire en date du 12 juillet 2023 portant adoption de la nomenclature budgétaire et comptable M 57, à compter du 1 janvier 2024 ;

Vu le règlement budgétaire et financier adopté le 13 mars 2024 ;

Vu la délibération n°7 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 portant sur la fongibilité des crédits ;

Vu l'autorisation donnée par l'assemblée délibérante, lors du vote du budget primitif le 9 avril 2024, de procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre, à hauteur de 7,5% du montant des dépenses réelles de chacune des sections en fonctionnement et en investissement, à l'exclusion des crédits relatifs aux dépenses de personnel ;

Vu la délibération n°17 du Conseil communautaire en date du 9 avril 2024 approuvant le budget primitif 2024 ;

Vu la demande formulée par le Pôle Ressources en date du 22-05-2024 et le formulaire associé ;

Considérant qu'il y a lieu d'effectuer des transferts de chapitre à chapitre afin de répondre aux besoins des services ;

Considérant que la fongibilité permet d'ajuster dès que le besoin apparaît la répartition des crédits sans modifier le montant global de la section concernée ;

Considérant que ces dispositions contribuent à améliorer l'efficacité de l'exécution budgétaire et la réactivité opérationnelle ;

DECIDE

D'autoriser les virements de crédits selon les modalités suivantes :

Virements de crédits - dépenses - Budget Collecte

VC1 Virement de crédits

Objet : Régularisation de la TVA

SECTION DE FONCTIONNEMENT

	Chapitre	Article	Fonction	Montant
DE	66	6688	720	- 26 583,00 €
VERS	65	65888	7212	26 583,00 €

MARCHES EN COURS D'ANALYSE

MARCHES PUBLIES

REALISATION DE FOUILLES ARCHEOLOGIQUES PREVENTIVES DANS LE CADRE DE LA CREATION D'UN JARDIN MEDIEVAL A BOURS : Retour des offres le 14/06/2024

MARCHE MUTUALISE DE TRANSPORT A LA DEMANDE :

LOT 1 : Mise en place et exploitation d'une centrale de réservation pour le service de transport à la demande « PASS PASS TAD »

LOT 2 À 6 : Exploitation du service de transport à la demande « PASS PASS TAD »

Ce marché est lancé par la Centrale d'Achats Hauts-de-France Mobilités.

MARCHES PROCHAINEMENT PUBLIES

MISSION DE MAITRISE D'ŒUVRE – CREATION DE 2 BASSINS D'INFILTRATION ET AGRANDISSEMENT DE 2 BASSINS DE TRAITEMENT AU NIVEAU DU SYSTEME D'EPURATION DE HAUTECOTE : Publication envisagée le 26/05/2024

ORGANISATION D'UN SEJOUR DE VACANCES HIVER 2025 POUR LES ENFANTS ET LES JEUNES DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERNOIS : Publication envisagée le 03/06/2024

QUESTIONS DIVERSES

M. BRIDOUX informe les membres de l'assemblée que les inaugurations du Tiers-Lieu d'Auxi-le-Château et de la Salle de sport de Frévent sont maintenues et se tiendront le Vendredi 21 Juin 2024, en présence de Monsieur Jean-Claude LEROY, Président du Conseil Départemental du Pas-de-Calais.

Il informe également les membres de l'assemblée de la tenue d'une réunion au sein des locaux de TernoisCom le Mercredi 19 Juin 2024 à 15h00, en présence du Président de l'AMF, Monsieur LETURQUE. Cette rencontre porte sur les inondations. Ce dernier souhaite, en effet, rencontrer une délégation de maires dont les communes ont été impactées par les inondations, depuis le début de l'année (Habitants impactés).

Une douzaine de maires sont volontaires pour participer à cette réunion (Noeux les Auxi, Vitz sur Authie, Vaulx les Auxi, Nedonchel, Floringhem, Bours, Hernicourt, Troisvaux, St Michel sur Ternoise, Conchy sur Canche, Boubiers sur Canche, Auxi le Château et Wavrans sur Ternoise).

L'ordre du jour étant épuisé, la séance est levée à 16h10.

Le Président



M. BRIDOUX